

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mai 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 mai 2015, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Burundi
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du message que le Président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, a adressé à la nation le 20 mai 2015.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Chargée d'affaires par intérim
(Signé) Anésie **Ndayishimiye**



**Annexe à la lettre datée du 21 mai 2015 adressée
à la Présidente du Conseil de sécurité par la Chargée
d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

**Message adressé à la nation par le Président de la République
à Bujumbura, le 20 mai 2015**

Burundaises, Burundais, amis du Burundi,

1. Nous commençons par rendre grâce à Dieu tout-puissant, Lui qui nous a donné un si beau pays, le Burundi. Qu'honneur et gloire lui soient rendus éternellement.

2. Nous prenons encore une fois ce temps pour tranquilliser les Burundais et tous ceux qui vivent au Burundi, après qu'un groupe de militaires et policiers égarés ont tenté de renverser par la force les institutions démocratiquement élues.

3. Nous désapprouvons et condamnons énergiquement ce plan macabre qui n'avait pour objectif que de plonger le Burundi et les Burundais dans les larmes et la désolation. Nous saisissons cette occasion pour remercier la communauté internationale et les pays de la région qui ont condamné rigoureusement cette tentative de coup d'État.

4. Nous profitons aussi de cette opportunité pour exprimer notre solidarité et notre compassion envers les familles qui ont perdu les leurs et ceux qui ont été blessés au cours de ces événements malheureux.

5. Il est on ne peut plus clair que ce mouvement d'insurrection est intimement lié à ce coup d'État manqué. L'attaque de la province de Cibitoke par des hommes armés en provenance de la République démocratique du Congo à la fin de l'année dernière est aussi l'un des signes avant-coureurs des préparatifs de cette tentative de vouloir torpiller les institutions élues par le peuple.

Burundaises, Burundais, amis du Burundi,

6. Suite à cette tentative de coup d'État, certains Burundais ont fui vers les pays voisins, d'autres se sont exilés plus loin sur d'autres continents. Nous leur demandons de rentrer au bercail parce que la paix et la sécurité règnent au Burundi.

7. Nous demandons aux voisins de ceux qui ont fui le pays, en collaboration avec la police et l'administration, de veiller à ce que leurs biens restent intacts.

8. Nous demandons aux pays qui les ont accueillis de faciliter le retour à tous ceux qui voudraient rentrer chez eux.

9. Nous remercions de tout notre cœur la population pour avoir gardé leur solidarité malgré leur différence, tout le temps que cette faction voulait plonger le pays dans le chaos.

Burundaises, Burundais, amis du Burundi,

10. Compte tenu de l'appel qui a été lancé à la Commission électorale nationale indépendante (CENI), tenant compte du vœu exprimé par la région, la communauté internationale et certains partis politiques, et en nous référant à la Constitution et au Code électoral, nous venons de décréter, sur proposition de la CENI, le report des élections communales et législatives. Initialement prévues pour le 26 mai 2015, ces élections auront lieu le 5 juin 2015. Cela permettra que les institutions en place soient remplacées par d'autres institutions nouvellement élues conformément à la loi.

11. C'est dans cette perspective que nous avons réussi à empêcher ce plan macabre qui visait la mise en place des institutions de transition qui auraient rendu caducs l'accord de paix et l'Accord global de cessez-le-feu.

12. Pour ce qui concerne la sécurité, nous portons encore une fois à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que l'ensemble des 119 communes que compte le pays sont calmes; il en est de même des 18 provinces qui composent le Burundi. Bien plus, nous remercions tous les Burundais pour avoir été solidaires durant ces moments difficiles. Cela n'a pas toujours été ainsi.

13. Il sied de souligner que 2 998 collines de recensement et quartiers sont calmes. En effet, il est étonnant que ce mouvement d'insurrection ne soit signalé que dans quatre quartiers dans la mairie de Bujumbura uniquement : il s'agit de Musaga dans la commune Muha, Cibitoke et Ngagara dans la commune Ntahangwa, et Nyakabiga dans la commune de Mukaza. Cela signifie que la paix et la sécurité règnent sur 99,9 % du territoire burundais et la population vaque normalement à ses activités.

14. Nous lançons un vibrant appel à la population de ces quartiers pour qu'elle se ressaisisse parce que la sécurité règne dans tout le pays, à telle enseigne que les élections se dérouleront dans la paix et la tranquillité. Nous félicitons vivement les forces de défense et de sécurité pour leur détermination à rétablir la paix et la sécurité dans ces quartiers et dans tout le pays. Nous vous encourageons à tenir bon et à aller de l'avant.

15. Chers concitoyens des quartiers Musaga, Nyakabiga, Ngagara et Cibitoke en mairie de Bujumbura, gardez à l'esprit que les autres quartiers et collines sont restés calmes et vaquent quotidiennement à leurs activités.

Burundaises, Burundais, amis du Burundi,

16. S'agissant des stations de radio qui ont subi des dommages suite au désordre provoqué par le coup d'État manqué, nous restons solidaires avec les journalistes dans leur désarroi, et leur demandons de garder courage. Nous portons à la connaissance du public que les enquêtes sont en cours, et qu'elles sont avancées. Celui qui sera reconnu coupable de ce crime par les instances judiciaires habilitées en répondra.

17. Nous réitérons notre ferme engagement à renforcer la profession de journaliste. C'est pour cela que nous demandons aux services concernés d'accélérer les enquêtes pour que lumière soit faite sur ce qui s'est passé réellement. Et que les instances habilitées en fassent une priorité.

18. Nous profitons également de cette occasion pour mettre en garde les médias burundais ou étrangers qui tenteraient de diffuser des informations de nature à semer la haine et la division entre Burundais et à jeter le discrédit sur le Burundi, ou à encourager des mouvements d'insurrection, surtout pendant cette période électorale. Aucun Burundais n'aimerait revivre les tensions des divisions ethniques ou de toute autre nature. Le sang qui a été versé par le passé nous a servi de leçon.

19. Nous demandons aux hommes et femmes des médias, tout particulièrement les étrangers, de se pencher sur cet aspect, afin qu'ils présentent une belle image du Burundi, car le pays ne se limite pas à ces seuls quatre quartiers que nous avons cités. Nous saisissons cette occasion pour faire un clin d'œil à nos frères et sœurs de ces quartiers, car nos grands-pères l'ont si bien dit : « L'homme qui se décide à détruire son enclos, on lui prête la serpette ».

20. Nous vous posons alors, à vous journalistes, la question suivante : dites donc, puisque notre pays est en sécurité à plus de 99,9 %, que nous sommes à l'œuvre, n'y aurait-il pas des réalisations à vanter qui font honneur au Burundi? Par exemple, notre intervention dans d'autres pays tels que la Somalie, la République centrafricaine, le Soudan, la Côte d'Ivoire, Haïti et ailleurs?

21. Nous demandons également que les enquêtes soient rapidement menées, pour que lumière soit faite sur les tristes événements survenus à l'hôpital Bumerec situé à Kinindo. Nous demandons aux instances judiciaires habilitées de réserver à ce dossier le bénéfice de l'urgence, afin que les Burundais et la communauté internationale sachent la vérité et que les coupables, une fois identifiés, soient punis conformément à la loi.

22. Nous saisissons l'occasion pour féliciter les partis politiques ainsi que les indépendants qui ont accepté la compétition par la voie des urnes, et qui sont maintenant en pleine campagne. C'est là la voie de la démocratie et le pilier d'une paix durable à laquelle nous aspirons.

23. Par cette même occasion, nous demandons aux partis politiques qui ne l'ont pas encore fait de se présenter sur le terrain pour présenter leurs programmes politiques et projets de société dans le cadre de la campagne électorale. Les Burundais voteront librement pour le candidat de leur choix. C'est la seule voie sur laquelle les Burundais se sont engagés par le biais de l'accord de paix et de l'Accord global de cessez-le feu.

24. Nous terminons en réitérant nos remerciements à l'endroit de tous les Burundais qui sont restés unis ces jours-ci malgré les difficultés, et nous vous demandons de garder vivant cet esprit. Nous vous demandons également de vous présenter aux élections, car il n'y a pas d'autres voies autorisées pour arriver au pouvoir. C'est également par cette voie que nous nous devons de renforcer la paix qui nous conduira au développement auquel nous aspirons tous.

25. Que Dieu protège le Burundi et son peuple.

26. Que Dieu bénisse tous les Burundais. Je vous remercie.